

LE TRANSPORT MARITIME

LE SERVICE DE TRAVERSIER ENTRE TERRE-NEUVE ET LA NOUVELLE-ÉCOSSE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, je prends la parole en vertu du même article du Règlement et, sans préambule, je propose, appuyé par le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath):

Que le ministre des Transports revienne sur sa décision de réduire le service de traversier de North Sydney à Argentia, Terre-Neuve, en enlevant un des deux bateaux actuellement en usage, paralysant ainsi les services pour les Terre-Neuviens et les touristes qui vont à Terre-Neuve et créant plus de chômage, ou qu'il démissionne immédiatement et admette qu'il a été tout à fait incapable de trouver une solution juste ou satisfaisante aux problèmes de transport de la région de l'Atlantique.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES FORÊTS

LES INITIATIVES POUR AIDER L'INDUSTRIE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. A cause de la fermeture plus ou moins définitive d'entreprises forestières, qui, ces deux dernières semaines, a fait 850 nouveaux chômeurs et à cause des mises à pied qui interviennent présentement dans ce secteur, le quart des travailleurs forestiers en Colombie-Britannique et un fort pourcentage ailleurs au Canada se retrouvent sans emploi. Avec l'appui du député de Skeena (M. Fulton), je propose donc:

Que la Chambre exige du gouvernement qu'il prenne immédiatement dans le secteur forestier les nouvelles initiatives qu'il a promises dans le budget, que ces initiatives comprennent le financement d'urgence afin de permettre aux provinces de créer des emplois dans des programmes de reboisement et qu'en outre ces programmes donnent la préférence aux travailleurs forestiers qui ont perdu leur emploi à cause de la politique économique du gouvernement.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES PÊCHES

LE RENVOI DU RAPPORT DE LA COMMISSION PEARSE AU COMITÉ PERMANENT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, vu l'importance de la pêche au Canada et vu le nombre de pêcheurs qui pourraient être mis à pied sur la côte ouest si les recommandations dont le gouvernement est présentement saisi étaient mises en application, je propose, appuyé par le député de Prince George-Peace River (M. Oberle):

Questions orales

Qu'un ordre de renvoi soit donné afin que le comité compétent puisse être chargé d'étudier le rapport de la Commission Pearce.

Mme le Président: La motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

LA RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, le secteur de l'agriculture a besoin d'aide. Le nombre de saisies et de faillites dans ce secteur augmente à chaque mois, et cela ne tient même pas compte des agriculteurs qui, en désespoir de cause, abandonnent tout simplement la partie. On recommande aux agriculteurs de vendre une partie de leurs terres pour rembourser leurs dettes, mais la terre est leur seul moyen de survie. En éliminant, dans ce budget, les contrats de rente à versements invariables et en proposant, dans un Livre blanc, d'imposer à 100 p. 100 les gains en capital, le gouvernement décourage les jeunes et fait en sorte que les personnes âgées ont peur de prendre leur retraite. Je propose donc, appuyé par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker):

Que le ministre de l'Agriculture réduise les taux d'intérêt et qu'il ait recours à la loi sur la stabilisation des prix agricoles, la loi sur la Société du crédit agricole et à tout autre moyen qui s'impose pour sauver nos exploitations agricoles.

Mme le Président: La motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA MANIFESTATION ORGANISÉE PAR LE CONGRÈS CANADIEN DU TRAVAIL—LA RÉACTION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, samedi 100,000 Canadiens ont manifesté leur mécontentement envers la politique économique actuelle du gouvernement en participant à un défilé spectaculaire. Ces Canadiens sont nettement d'avis que le budget ne fait rien pour remédier à la récession actuelle. Pour toute réponse, le ministre, sans cœur, des Finances s'est contenté ce matin de «faire la sourde oreille à ces appels à l'aide» de la part des Canadiens qui sont les impuissantes victimes des taux élevés, de l'inflation et du Commerce.